

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE  
ET « MINISTERIE VAN ONDERWIJS »

F. 89 — 1817

12 JUILLET 1989. — Arrêté royal relatif à la gestion financière et matérielle du Service national de Congrès qui est un service de l'Etat à gestion séparée

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 544 du 31 mars 1987, constituant, en service de l'Etat à gestion séparée, le Service national de Congrès;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de prendre sans délai, les mesures d'exécution de l'arrêté royal n° 544 du 31 mars 1987, constituant, en service de l'Etat à gestion séparée, le Service national de Congrès, notamment de fixer les règles organiques en ce qui concerne le budget, les comptes, le contrôle des comptes, la maîtrise des dépenses, le report des moyens, la comptabilité de la gestion du patrimoine;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre du Budget et de Notre Ministre de l'Intérieur de la Modernisation des Services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I. — Dispositions préliminaires

Art. 1er. § 1er. Le présent arrêté règle la gestion financière et matérielle du Service national de Congrès, qui est un service de l'Etat à gestion séparée, créé par l'arrêté royal n° 544 du 31 mars 1987 créant en service de l'Etat à gestion séparée le Service national de Congrès.

§ 2. Les dispositions concernant la comptabilité de l'Etat s'appliquent à ce service sauf disposition contraire du présent arrêté.

§ 3. Il faut entendre par « Ministre », le Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des Services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales ou le Ministre désigné par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

CHAPITRE II. — Du budget

Art. 2. Le Service national de Congrès établit un budget annuel qui reprend toutes les recettes et toutes les dépenses, conformément aux instructions du Ministre.

L'année budgétaire commence le 1er janvier et prend fin le 31 décembre de la même année.

Art. 3. Le budget est divisé en trois parties :

- les opérations courantes;
- les opérations en capital;
- les opérations pour ordre,

et établi conformément aux tableaux annexés au présent arrêté.

Art. 4. Les prévisions des recettes comprennent :

1. les sommes à reporter de l'année budgétaire antérieure;
2. les droits qui naîtront au cours de l'année budgétaire concernée;
3. les dons et legs;

Art. 5. Les prévisions des dépenses portent sur les sommes qui seront dues au cours de l'année budgétaire concernée.

Art. 6. § 1er. Le président de la Commission de gestion soumettra avant le 1er mai qui précède l'année budgétaire, une proposition au Ministre en vue de l'inscription de la dotation du Service national de Congrès au budget des Affaires culturelles communes.

§ 2. Avant le 1er juin précédant l'année budgétaire, le projet de budget du service de l'Etat à gestion séparée visé à l'article 1er, § 1er, sera soumis à l'approbation du Ministre. Il sera annexé au projet du budget visé au § 1er du présent article.

MINISTERIE VAN ONDERWIJS  
EN « MINISTERIE DE L'ÉDUCATION NATIONALE »

N. 89 — 1817

12 JULI 1989. — Koninklijk besluit betreffende het financieel en materieel beheer van de Nationale Dienst voor Congressen die een Staatsdienst met afzonderlijk beheer is

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen; Onze Groet

Gelet op het koninklijk besluit nr. 544 van 31 maart 1987 waarbij de Nationale Dienst voor Congressen opgericht wordt als Staatsdienst met afzonderlijk beheer;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is onverwijld de uitvoeringsmaatregelen te nemen van het koninklijk besluit nr 544 van 31 maart 1987 waarbij de Nationale Dienst voor Congressen opgericht wordt als Staatsdienst met afzonderlijk beheer, inzonderheid de organieke regelingen vast te leggen inzake begroting, rekeningen, controle der rekeningen, beheersing der uitgaven, overdracht van middelen, rekenplichtigheid en vermogensbeheer;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën, van Onze Minister van Begroting en van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Inleidende bepalingen

Art. 1. § 1. Dit besluit regelt het financieel en materieel beheer van de Nationale Dienst voor Congressen die een Staatsdienst met afzonderlijk beheer is, bedoeld in het koninklijk besluit nr 544 van 31 maart 1987 waarbij de Nationale Dienst voor Congressen opgericht wordt als Staatsdienst met afzonderlijk beheer.

§ 2. De bepalingen betreffende de rijkscomptabiliteit zijn van toepassing op deze dienst tenzij in dit besluit anders bepaald.

§ 3. Onder « Minister » dienst verstaan te worden de Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen of de Minister, aangewezen bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

HOOFDSTUK II. — De begroting

Art. 2. Door de Nationale Dienst voor Congressen wordt een jaarlijkse begroting opgemaakt voor alle ontvangsten en alle uitgaven, volgens de richtlijnen verstrekt door de Minister.

Het begrotingsjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december van hetzelfde jaar.

Art. 3. De begroting wordt onderverdeeld in drie delen

- de lopende verrichtingen;
- de kapitaalverrichtingen,
- de verrichtingen voor orde;

en opgemaakt volgens de tabellen gevoegd bij dit besluit.

Art. 4. De ramingen van de ontvangsten hebben betrekking op

1. de sommen die zullen overgedragen worden van het vorige begrotingsjaar;
2. de rechten die gedurende het beschouwde begrotingsjaar zullen ontstaan;
3. de schenkingen en de legaten;

Art. 5. De ramingen van de uitgaven beogen de sommen die verschuldigd zullen zijn tijdens het begrotingsjaar.

Art. 6. § 1. De voorzitter van de beheerscommissie dient voor 1 mei voorafgaand aan het begrotingsjaar, bij de Minister een voorstel in tot inschrijving van de dotatie voor de Nationale Dienst voor Congressen op de begroting van de Gemeenschappelijke en Culturele Zaken.

§ 2. Voor 1 juni voorafgaand aan het begrotingsjaar wordt het begrotingsontwerp van de Staatsdienst met afzonderlijk beheer bedoeld in artikel 1, § 1ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister. Het wordt toegevoegd aan het ontwerp van de begroting bedoeld in § 1 van dit artikel.

**Art. 7.** L'approbation du budget du service de l'Etat à gestion séparée est acquise par la promulgation de la loi budgétaire des Affaires culturelles communes. Si l'approbation n'est pas acquise avant le début de l'année budgétaire, les mêmes opérations de celles qui sont autorisées dans le budget précédent peuvent être effectuées dès le 1er janvier.

### CHAPITRE III

#### De la comptabilité et de la reddition des comptes

**Art. 8.** Un état des recettes et un état des dépenses sont dressés à la fin de chaque semestre.

Le Ministre soumet ces états à la Cour des Comptes par l'intermédiaire du Ministre des Finances. Les pièces justificatives sont conservées sur place.

**Art. 9.** A la fin de chaque année, il sera dressé un compte de gestion ainsi qu'un compte d'exécution du budget et un état de l'actif et du passif. Au plus tard le 31 mars suivant l'année à laquelle ils se rapportent, le Ministre transmet ces comptes au Ministre des Finances, qui les soumettra à la Cour des Comptes avant le 30 avril de la même année.

**Art. 10.** Les comptes d'exécution du budget du service de l'Etat à gestion séparée sont joints aux comptes en exécution du budget des Affaires culturelles communes.

**Art. 11.** Lors de la cessation des fonctions du comptable, les mêmes documents comptables que ceux visés à l'article 9 doivent être établis.

### CHAPITRE IV. — De la gestion

**Art. 12.** Le montant des dépenses ne peut dépasser le montant des recettes.

**Art. 13. § 1er.** Le budget annuel comportera un crédit provisionnel destiné aux dépenses courantes. Ce crédit provisionnel s'élèvera à 2,5 pct. au moins des dépenses courantes estimées.

§ 2. Le crédit provisionnel peut être utilisé au cours de l'année budgétaire, pour faire face aux dépenses imprévisibles.

**Art. 14. § 1er.** A la fin de l'exercice, le solde :

1. s'ajoute aux recettes en capital de l'année budgétaire suivante, pour ce qui est des opérations en capital;
2. est utilisé à concurrence de 20 pct. au moins en vue de la création d'un fonds de réserve « Fonctionnement », jusqu'au moment où ce fonds dispose de 10 pct. de la moyenne des dépenses courantes des trois années budgétaires précédentes, pour ce qui est des opérations courantes. Pour le reste, ce solde est ajouté, en tout ou en partie, soit aux recettes résultant des opérations courantes, soit aux recettes résultant des opérations en capital de l'année budgétaire qui suit.

§ 2. Les moyens dont dispose le fonds de réserve peuvent, moyennant accord du Ministre, servir à apurer un solde négatif imprévu, existant à la fin d'un exercice ou d'une gestion.

**Art. 15.** Dès le début de l'année, les moyens financiers disponibles à l'expiration de l'année antérieure peuvent être utilisés conformément à l'article 7 du présent arrêté.

**Art. 16.** Le comptable du service de l'Etat à gestion séparée, justifiable de la Cour des Comptes et désigné par la Commission de gestion est chargé :

1. de la gestion et de la garde des fonds et valeurs;
2. de l'élaboration et de la garde des documents visés aux articles 8 et 9;
3. de la tenue de la comptabilité patrimoniale;
4. de l'établissement périodique d'un inventaire du patrimoine.

### CHAPITRE V. — Du contrôle

**Art. 17.** Le Ministre organise le contrôle des écritures enregistrant les opérations comptables et les engagements de dépenses.

**Art. 18.** La Cour des Comptes peut contrôler la comptabilité sur place. La Cour peut se faire fournir en tout temps, tous documents justificatifs, états, renseignements ou éclaircissements relatifs aux recettes et aux dépenses, ainsi qu'aux avoirs et aux dettes.

**Art. 19.** Les dépenses sont liquidées et payées sans l'intervention de la Cour des Comptes.

**Art. 7.** De goedkeuring van de begroting van de Staatsdienst met afzonderlijk beheer is verworven door de afkondiging van de wet houdende de begroting van de Gemeenschappelijke Culturele Zaken. Ingeval deze goedkeuring niet verworven is voor de aanvang van het begrotingsjaar mogen dezelfde verrichtingen als diegene, die voor de vorige begrotingen zijn toegestaan, uitgevoerd worden vanaf 1 januari.

### HOOFDSTUK III

#### De comptabiliteit en aflegging der rekeningen

**Art. 8.** Op het einde van ieder semester wordt een staat van ontvangsten en een staat van uitgaven opgemaakt.

Deze staten worden door de Minister aan het Rekenhof voorgelegd via de Minister van Financiën. De verantwoordingsstukken worden ter plaatse bewaard.

**Art. 9.** Op het einde van ieder jaar worden opgesteld : een beheersrekening alsmede een rekening van uitvoering van de begroting en een staat van activa en passiva. Uiterlijk op 31 maart na het jaar waarop ze betrekking hebben, worden deze rekeningen door de Minister aan de Minister van Financiën gezonden, die ze voor 30 april van hetzelfde jaar aan het Rekenhof overlegt.

**Art. 10.** De rekening van uitvoering van de begroting van de Staatsdienst met afzonderlijk beheer wordt gevoegd bij de rekening in uitvoering van de begroting van de Gemeenschappelijke Culturele Zaken.

**Art. 11.** Op het ogenblik van uitdiensttreding van de rekenplichtige dienen dezelfde rekenplichtige bescheiden opgesteld als genoemd in artikel 9.

### HOOFDSTUK IV. — Beheer

**Art. 12.** Het bedrag van de uitgaven mag het bedrag van de ontvangsten niet overschrijden.

**Art. 13. § 1.** In de jaarlijkse begroting zal voor de lopende uitgaven een bufferkrediet ingeschreven worden. Dit bufferkrediet zal minimum 2,5 pct. bedragen van de geraamde lopende uitgaven.

§ 2. Het bufferkrediet mag in de loop van het begrotingsjaar aangewend worden om het hoofd te bieden aan onvoorziene uitgaven.

**Art. 14. § 1.** Op het einde van het dienstjaar wordt het saldo :

1. wat de kapitaalverrichtingen betreft, gevoegd bij de kapitaalontvangsten van het volgende begrotingsjaar;
2. wat de lopende verrichtingen betreft ten belope van ten minste 20 pct. aangewend voor de vorming van een reservefonds « Werking » totdat de middelen hiervan 10 pct. bedragen van het gemiddelde van de lopende uitgaven van de drie voorgaande begrotingsjaren. Voor het overige wordt het geheel of ten dele gevoegd, hetzij bij de ontvangsten van de lopende verrichtingen, hetzij bij de ontvangsten van de kapitaalverrichtingen van het volgende begrotingsjaar.

§ 2. De middelen van het reservefonds kunnen met het akkoord van de Minister aangewend worden tot het aanzuiveren van een op het einde van het dienstjaar of van een beheer bestaand onvoorzien negatief saldo.

**Art. 15.** Met ingang van het jaar mogen de bij het verstrijken van het vorige jaar beschikbare geldmiddelen gebruikt worden overeenkomstig artikel 7 van dit besluit.

**Art. 16.** De tegenover het Rekenhof verantwoordelijke rekenplichtige van de Staatsdienst met afzonderlijk beheer, aangewezen door de Beheerscommissie is belast met :

1. het behandelen en bewaren van de gelden en waarden;
2. het opstellen en bewaren van de in artikelen 8 en 9 bedoelde bescheiden;
3. het houden van de vermogenscomptabiliteit;
4. het periodiek opmaken van de inventaris van het vermogen.

### HOOFDSTUK V. — De controle

**Art. 17.** De Minister richt de controle in op de schrifturen van de boekhoudingsverrichtingen en van de vastleggingen van de uitgaven.

**Art. 18.** Het Rekenhof kan de comptabiliteit ter plaatse controleren. Het Hof mag zich te allen tijde alle verantwoordingsstukken, staten, inlichtingen of toelichtingen doen verstrekken betreffende de ontvangsten, de uitgaven, de activa en de schulden.

**Art. 19.** De uitgaven worden vereffend en betaald zonder tussenkomst van het Rekenhof.

CHAPITRE VI. — *Disposition finale*

Art. 20. § 1er. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication dans le *Moniteur belge*.

§ 2. Lors de l'entrée en vigueur de cet arrêté le solde du compte d'intendance sera repris d'après l'état de ce jour, dans les revenus, d'après les directives du Ministre.

Art. 21. Notre Ministre des Finances, Notre Ministre du Budget et Notre Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des Services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 juillet 1989.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,  
**H. SCHILTZ**

Le Ministre des Finances,  
**Ph. MAYSTADT**

Le Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des Services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales,

**L. TOBBACK**

Bijlage

Tableau du budget

*Section I :*

Operations courantes  
A. Recettes  
B. Dépenses  
C. Transferts  
D. Crédit provisionnel  
E. Solde

*Section II :*

Operations en capital  
A. Recettes  
B. Dépenses  
C. Transferts  
D. Solde

*Section III :*

Operations pour ordre  
A. Recettes  
1. Fonds de tiers  
2. Fonds de trésorerie  
B. Dépenses  
1. Fonds de tiers  
2. Fonds de trésorerie  
C. Solde

Vu pour être annexé à Notre Arrêté du 12 juillet 1989.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,  
**H. SCHILTZ**

Le Ministre des Finances,  
**Ph. MAYSTADT**

Le Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des Services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales,

**L. TOBBACK**

HOOFDSTUK VI. — *Slofbepaling*

Art. 20. § 1. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. Bij de inwerkingtreding van dit besluit wordt het saldo van intendantierekening volgens de staat van die dag overgenomen volgens de door de Minister te bepalen richtlijnen.

Art. 21. Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Begroting en Onze Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 12 juli 1989.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,  
**H. SCHILTZ**

De Minister van Financiën,  
**Ph. MAYSTADT**

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
van de Modernisering van de Openbare Diensten  
en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen,

**L. TOBBACK**

Annexe

Tabel van de begroting

*Sectie I :*

Lopende verrichtingen  
A. Ontvangsten  
B. Uitgaven  
C. Overdrachten  
D. Bufferkrediet  
E. Saldo

*Sectie II :*

Kapitaalverrichtingen  
A. Ontvangsten  
B. Uitgaven  
C. Overdrachten  
D. Saldo

*Sectie III :*

Verrichtingen voor orde  
A. Ontvangsten  
1. Derden, gelden  
2. Schatkistgelden  
B. Uitgaven  
1. Derden, gelden  
2. Schatkistgelden  
C. Saldo

Gezien om gevoegd te worden bij Ons Besluit van 12 juli 1989

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege .

De Minister van Begroting,  
**H. SCHILTZ**

De Minister van Financiën,  
**Ph. MAYSTADT**

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
van de Modernisering van de Openbare Diensten  
en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen

**L. TOBBACK**